ne tarderont pas à donner un nouvel essor à leur industrie, au commerce et à la richesse agricole. Si l'Empereur fait exécuter cette combinaison, elle fera plus pour la consolidation de l'Empire, que la soumission de tous les dissidents réunis.

Lors de l'arrivée de l'Empereur à Mexico, la régénération du Mexique était moins dans l'accord des partis politiques, dans la pacification du pays par la voie des armes, qu'elle n'était dans la création des routes pour faciliter le commerce, et dans l'émigration qui devait amener un peuple de travailleurs honnêtes et laborieux qui auraient su défendre leurs champs et leur industrie.

Les mines d'or et d'argent abondent dans tout le Mexique. Pour 12 fr. 50 cent., on peut devenir propriétaire d'une mine qui vaut peut-être un milliard de francs. Si chaque habitant n'a pas la sienne, c'est qu'il faut des millions pour les exploiter, à cause du manque de bras et de routes. Actuellement, on peut dire qu'une mine au Mexique est un grand puits dans lequel on met beaucoup d'argent et duquel on tire beaucoup d'eau. Il n'en serait pas ainsi si le pays avait des voies de communication convenables, et si l'émigration venait s'abattre sur cette terre féconde.

L'émigration est nécessaire au Mexique, non-seulement pour peupler ses déserts, mais encore pour introduire l'émulation, l'exemple du travail, l'industrie et le croisement des races. Quand on songe qu'il y a dans ce pays près de six millions d'individus qui parlent et vivent comme au temps de Montezuma, on comprend qu'ils ont besoin du contact des étran-

gers pour avancer un peu dans la voie du progrès. Certes, je ne leur ferai pas un crime d'être esclaves de la routine; nous en subissons trop le joug en Europe pour ne pas être réservé dans nos critiques à ce sujet. En effet, quel est l'observateur qui, ayant étudié notre administration, ne reconnaîtrait pas qu'en France nous pouvons soulager de plus de cent millions notre budget de dépenses, en diminuant le nombre des employés qui ne servent qu'à retarder la marche des affaires, en retranchant les rouages inutiles, en ne rétribuant pas les postes qui devraient être purement honorifiques et en faisant des réformes radicales et sérieuses? L'Empereur, le ministre des finances le désirent; le gouvernement et le peuple y gagneraient; mais la routine, cette pieuvre des nations, est là avec ses suçoirs pour empêcher ce progrès économique.

Quelle est l'invention nouvelle, cette terrible ennemie de la routine, qui, offrant 25 pour 100 d'économie, trouve son application immédiate? Industriels et paysans veulent faire ce que faisaient leurs pères. Quand on voit la routine, dans toute l'Europe, étreindre dans ses griffes depuis le plus petit jusqu'au plus grand, on aurait mauvaise grâce à critiquer les Mexicains de ce qu'ils subissent sa loi. L'émigration la modifiera dans ce qu'elle a d'excessif au Mexique. Le peuple a l'esprit d'imitation merveilleusement développé; il profitera des leçons qui lui seront données. J'ai vu des Indiens qui, sans avoir jamais appris le dessin, la sculpture et le moulage, faisaient avec des chiffons, de la cire ou de la terre glaise, des sta-

CHICAGO HISTORICAL SOCIETY

tuettes admirables de mouvement et de vérité, représentant des types particuliers, des personnages connus. Le nombre de ces artistes spontanés est si grand que la fabrication de ces statuettes fait partie de l'industrie nationale. Je pourrais citer bien d'autres faits, bien d'autres industries qui prouveraient en faveur de l'intelligence de ce peuple, mais ce serait trop long.

En voyant des Américains, des Allemands cultiver le sol, se construire des habitations propres et confortables, s'organiser, se défendre contre les bandits, se procurer, en un mot, toutes les jouissances du bien-être, les Mexicains se mettraient bientôt à la hauteur des émigrants, et comme eux, amélioreraient bien vite leur position. Ce changement se ferait bien plus rapidement encore, si le clergé, dont l'influence est à peu près souveraine sur la population, voulait y coopérer. Pour cela, il faudrait un séminaire à Mexico, dirigé par des Sulpiciens qui donneraient aux ecclésiastiques, avec la science, le zèle pour la prospérité morale et matérielle du peuple, zèle qu'on trouve si généralement répandu parmi nos missionnaires en Amérique et dans l'Océanie.

Quand je parle d'émigration, je parle de l'émigration allemande et américaine, parce qu'elle est agricole, la plus honnête et la plus laborieuse. Les Français et les Italiens n'émigrent pas; puis ils sont industriels et non cultivateurs : ce qu'il faut au Mexique, c'est exploiter les mines et cultiver la terre. Lors même qu'il aurait le meilleur gouvernement et qu'il jouirait de la tranquillité la plus parfaite, il ne

saurait devenir un pays riche sans l'émigration, puisqu'il ne consomme pas. Cette question est tellement importante que le gouvernement aurait dû la résoudre pendant la guerre des États-Unis.

Au mois de janvier 1865, je fis à ce sujet une proposition à M. Éloin; le chef du cabinet de l'Empereur me répondit : « Le gouvernement n'a pas un pouce de terrain à donner à l'émigration, aussi nous n'en voulons pas. » Effectivement, on l'entravait de la manière la plus formelle. Cette faute est, à mon avis, une des plus graves commises par le gouvernement, car, lorsque l'Empereur a voulu la réparer, en passant par dessus les préjugés et les répugnances de ses conseillers, les décrets sur l'émigration sont venus trop tard; l'occasion d'avoir peut-être vingt mille familles du sud des États-Unis était perdue. Il en est des gouvernements comme des individus; s'ils n'ouvrent pas immédiatement la porte lorsque la fortune y frappe, elle s'en va; sa roue la porte ailleurs. Les occasions de s'enrichir sont rares; les laisser passer s'est s'exposer à rester pauvre toute la vie. Par surcroît de malheur, lorsqu'on parut s'occuper sérieusement de l'émigration, on mit un savant à la tête du comité au lieu d'y mettre un homme pratique. Il en est résulté que l'émigration américaine, trouvant au Mexique des obstacles quand elle pensait trouver des bras tendus pour la recevoir, s'est dirigée vers le Brésil et ailleurs.

Depuis mon départ de Mexico le mal n'est pas encore réparé, car voici ce que je lis dans les journaux du 22 au 29 mars 1866 :

« Attirés par les promesses que M. Maury (directeur de l'émigration) a fait répandre aux États-Unis, les immigrants arrivent en masse, dans la conviction que des terres disponibles les attendent et que des agents du gouvernement sont là pour les installer. Au lieu de cela, ils se trouvent livrés à eux-mêmes en face de propriétaires dont les exigences deviennent chaque jour plus exorbitantes. La conséquence est que tous ceux qui peuvent le faire reprennent la route des États-Unis, où ils vont porter ces fâcheux renseignements. La semaine dernière, on a vu repartir ainsi un groupe de cinquante colons qui formaient l'avant-garde d'une immigration de huit à dix mille personnes, presque toutes dans une position aisée.

« Un prompt remède est nécessaire, si l'on ne veut voir avorter l'œuvre de la colonisation. Il ne s'agit ici d'aucun sacrifice à faire, mais simplement d'un peu d'entente et d'activité administrative à déployer. Les immigrants ne demandent que des terres et la possibilité de travailler. Ne pas les leur procurer serait à la fois un manque de parole et une faute contre les intérêts les plus essentiels du pays. Ce serait de plus aller à l'encontre des intentions si formelles et des vues si éclairées de l'Empereur. » (*Ère Nouvelle*, 22 mars.)

« Si l'on n'y prend garde, le Brésil pourrait bien damer le pion au Mexique dans la question vitale de la colonisation. Le gouvernement et la population rivalisent en effet d'efforts bien dirigés pour attirer les étrangers dans le pays. Il s'est notamment formé

à Rio Janeiro une *association patriotique* dans le but unique de promouvoir et d'assister l'émigration.... » (*Idem*, 30 mars.)

« D'après un calcul, qui nous paraît se rapprocher autant que possible de la vérité, le nombre des immigrants qui, guidés par les appels réitérés du gouvernement, sont venus au Mexique dans la pensée de s'y établir, s'élève à *deux* mille. De ce nombre, moins de *cent* ont réussi à obtenir des terrains. Le reste se trouve actuellement dispersé à Orizaba, à Cordova et dans les environs de ces deux villes. Un grand nombre d'entre eux auront bientôt épuisé leurs dernières ressources, après avoir vainement attendu que le gouvernement désigne les terrains où ils pourront s'établir; il en résulte pour tous un cruel désappointement, pour certains d'entre eux une situation désespérée.

« Cet état de choses, joint à la suppression du Bureau de colonisation, sans qu'aucun autre système lui ait été substitué, est mis à profit par les agents de colonisation brésilienne. En ce moment même ces agents font de grands efforts pour décider les colons à émigrer au Brésil, où le gouvernement s'engage à payer leurs frais de voyage et à leur faire de grandes concessions de terres. » (*Estafette*, 9 mai 1866.)

Les Américains venus par Matomoras et Monterey à la fin de la guerre étaient au moins quatre fois plus nombreux que ceux arrivés par voie de Vera-Cruz auxquels fait allusion le journal que je viens de citer. Ce sont les déceptions qu'ils ont éprouvées en arrivant qui ont engagé les journaux de Brême à em-

pêcher l'émigration allemande de se diriger vers le Mexique. Au moment où j'écris ces lignes l'émigration américaine me paraît encore une impérieuse nécessité. Ce qu'il faut surtout dans le nouvel empire, ce sont des hommes actifs, laborieux, décidés, qui s'implantent sur un sol inculte, le cultivent sans s'inquiéter s'il a dans le monde un propriétaire problématique, et se défendent le revolver au poing, le rifle sur l'épaule contre tout individu qui viendrait lui disputer le fruit de son travail et la légitimité de ses droits.

Sous la domination espagnole comme sous la république mexicaine, la Californie était un désert pauvre, abandonné comme le sont les trois cinquièmes du Mexique. En dix ans, avec leur système arbitraire de colonisation, les Américains en ont fait un des pays les plus riches et les plus commerçants du globe. Après l'exploitation brutale du sol ils ont introduit le respect de la propriété, des lois, la justice; d'un pays misérable sur lequel était venu s'abattre une population de bandits, de chevaliers d'industrie, l'écume du monde entier, ils en ont fait un pays heureux et civilisé comme on l'est aux États-Unis et en Angleterre.

Une pareille transformation était bien plus facile au Mexique, pays neuf, sans les inconvénients des terres inconnues, ayant une population docile, patiente, facile à gouverner, des villes, des routes et surtout une grande lassitude du *self-government*. On aurait dû dire aux émigrants des États-Unis et de l'Allemagne : Venez au Mexique, vous planterez

votre tente sur le premier terrain inculte que vous trouverez et qui vous conviendra; au bout de cinq années de travail on vous donnera des titres de propriété pour tous les terrains que vous aurez cultivés. En décrétant cette manière d'exploiter le Mexique, le gouvernement aurait enrichi tout le monde. Voici comment.

Un terrain qui ne produit pas ne sert ni à son propriétaire, ni à la commune, ni à l'État. Un terrain cultivé profite à tous. En voici un exemple. Après les guerres du Texas, le gouvernement texien ou américain donna sept cent quarante acres de terre à tout homme marié, ministre de religion ou maître d'école qui habitait le Texas avant le traité de Guadalupe-Hidalgo. Les habitants qui n'appartenaient pas à ces trois catégories n'avaient que la moitié de cette concession. La moyenne de ces terres valait trois francs l'acre. Les colons qui ne pouvaient les cultiver pour une raison ou pour une autre donnèrent gratuitement, en toute propriété, la moitié de leur concession à quiconque s'engageait à construire une cabane sur ce terrain et à le cultiver dans un an. Le résultat de ce don fut que les propriétés non cultivées mitoyennes aux propriétés cultivées augmentèrent de valeur et se vendaient au prix de quinze et vingt francs l'acre : bénéfice net, de neuf à quatorze francs par acre. Les Mexicains intelligents ont si bien compris l'importance de ce fait, que plusieurs d'entre eux ont offert aux colons qui voudraient s'établir chez eux, des terres, des bestiaux, des instruments et même un logement provisoire, soit gra-

tuitement pendant cinq ans, soit à des prix très-bas et remboursables à longues échéances. Malheureusement, la grande majorité des propriétaires et la plupart des conseillers de l'Empereur étaient hostiles à la colonisation étrangère; ils ne firent que l'entraver.

L'objection de M. Éloin contre l'immigration me paraît d'autant plus absurde qu'il n'était nullement besoin de recourir à l'arbitraire pour donner des terrains aux colons étrangers; quoique lorsqu'un pays souffre d'un mal exceptionnel, il serait bien permis d'employer des remèdes exceptionnels pour le sauver. Tous ceux qui connaissent bien le Mexique et son histoire savent que les deux tiers des propriétaires ruraux n'ont aucun titre légal pour justifier la légitimité de leurs possessions. Le gouvernement ne pouvait-il pas décréter : 1° Que toutes les propriétés, dont avant un an on n'aurait pas justifié la légitime possession, deviendraient propriétés de l'État? 2° Que toute propriété non cultivée serait soumise à une taxe de.... par lieue carrée?

Je suis persuadé que cette mesure aurait donné à l'État soixante mille lieues carrées pour la colonisation et quelques millions de piastres au trésor. Quant aux terrains vagues sur lesquels on élève des bestiaux, ils pourraient être soumis à une loi spéciale, afin que le trésor ne fût pas frustré par des spéculations déshonnêtes. Le Mexique n'étant cultivé que dans les environs des villes, des villages et des routes, les propriétaires qui ont de cent à douze cents lieues carrées de terres non cultivées, s'empresse-

raient d'en faire cultiver une partie et de vendre le reste à l'État ou aux colons étrangers, afin de n'avoir pas à payer des taxes accablantes pour leurs revenus. Quant aux propriétaires illégitimes qui ont profité des révolutions ou de leur situation, pour prendre à l'État ou aux particuliers des terrains sur lesquels ils n'avaient aucun droit, il est juste de les obliger à restitution. L'axiome qui déclare l'État mineur n'admet pas de prescription contre lui; en suivant cet axiome, le gouvernement développait la moralité dans l'acquisition de la propriété.

Les ministres de l'Empereur, les membres du conseil d'État et du conseil de révision des titres de propriété, étant trop accessibles aux influences pécuniaires, ayant pour la plupart acquis, par fraude ou pour des sommes insignifiantes, des biens de main-morte, ont préféré donner à Sa Majesté le conseil de ratifier les décrets de Juarez et tout ce qui s'était fait sous ce gouvernement, plutôt que de l'engager à prendre les mesures que je viens de signaler. Cette mesure avait en outre une importance politique d'un certain poids. Le clergé n'était plus une caste persécutée dont on prenait arbitrairement les biens pour enrichir ceux qui les lui prenaient, il devenait une classe de citoyens dont les propriétés étaient soumises aux lois qui régissaient celles de tous les propriétaires de l'Empire. En agissant de la sorte, il ne pouvait plus crier à l'injustice! S'il fait des difficultés pour se laisser déposséder, c'est que tout homme crie au voleur! quand on le vole, et qu'il n'ignore pas qu'il allongerait terriblement les dents

s'il n'avait pour vivre que la solde que lui fournirait l'État.

Depuis que les yeux ne sont plus aussi fermés sur les orages qui pourront fondre sur le Mexique après le départ de nos troupes, l'empereur Maximilien détruit plus facilement les oppositions qui l'empêchaient de créer des œuvres sérieuses pour la prospérité publique. Parmi les nouvelles bases jetées pour la réorganisation des finances, je vois un décret qui institue, en dehors de la contribution sur le revenu, un droit d'un demi-réal (30 centimes) pour chaque cinquante mille vares carrées (la vare est un peu moins d'un mètre), sur les propriétés rurales en général. Les propriétaires qui tombent sous le coup de la loi devront faire la déclaration de leurs terres dans les deux mois qui suivront la publication du décret, sous peine de les voir confisquées. Si la déclaration est supposée n'être pas sincère, il sera procédé à une expertise, et l'excédant qui pourra en résulter reviendra à l'État.

Tout en respectant la propriété, ce décret oblige les grands propriétaires à faire abandon des terres restées improductives entre leurs mains, par suite de leur immense étendue. Le champ ou la maison qui ne rapporte rien est moins qu'une ressource : c'est une charge de laquelle on se débarrasse, dès qu'elle est imposée, pour ne pas diminuer son revenu. Cette dévolution, à quelque point de vue qu'on l'envisage, est de toute justice; car on sait que la couronne possédait autrefois un dixième du sol du Mexique, et qu'elle l'a perdu par suite

d'empiétements contre lesquels elle n'a pas su se défendre.

Cette mesure et ses considérants ressemblent beaucoup à celle que je proposai plus haut, et dont j'avais annoncé la nécessité dès le mois de février 1865. Ce décret prouve que les choses ont bien changé à Mexico, depuis le jour où M. Éloin me disait que le gouvernement ne voulait pas de l'émigration, parce qu'il n'avait pas un pouce de terre à lui donner.

A ce sujet, voici ce que dit la correspondance officielle de Mexico du 3 juin 1866 :

« L'État va donc se trouver en mesure d'offrir à l'émigration des avantages qu'elle n'a pas eus jusqu'à présent, en mettant à sa disposition des terrains sur lesquels chacun avait établi ses droits selon ses convenances ou ses convoitises. Il pourra également commencer l'affranchissement de la race indienne, si dévouée au nouvel ordre de choses, en la faisant passer, en partie, du prolétariat à la condition sociale qui offre le plus de garanties à l'ordre public et au progrès, c'est-à-dire à la dignité que donne la conscience de la possession et le sentiment de l'indépendance.

« Enfin, si on envisage cette mesure au point de vue de l'économie politique, on voit qu'elle est conforme aux plus saines doctrines de cette science. En assurant au pays un revenu permanent, elle le mettra à même, dans un temps donné, de baisser les tarifs de douane dont l'élévation forcée nuit à son développement industriel et commercial, et elle lui permettra surtout de faire face à ses dépenses sans avoir

recours à des emprunts qui sauvent quelquefois le présent, mais presque toujours en compromettant l'avenir. »

Tout ceci est fort bien, mais ce sera mieux encore si ce décret est mis en vigueur et ne devient pas une lettre morte, comme les précédents. Les propriétaires ont naturellement réclamé contre ces lois financières qui portent la date du 26 mai et qui seront l'acte le plus important du règne de l'Empereur. Les objections faites par les propriétaires ne sont pas assez sérieuses pour mériter d'être réfutées; elles ne reposent sur aucun intérêt général, mais bien sur des intérêts privés, lésés par les nouvelles lois.

Les libéraux étant les plus opposés à la consolidation de l'Empire, ce sont eux qui sont les plus hostiles aux réformes économiques et à la colonisation étrangère qui doivent changer la face du Mexique. Leur amour-propre, en outre, est froissé par l'idée que le progrès et la civilisation ne peuvent leur venir qu'au moyen de l'élément étranger. Enfin, ils sont humiliés de ce que d'autres yeux que les leurs voient leurs plaies sociales, leurs maladies secrètes et leur manque de patriotisme. Comme ces plaies ne sont guérissables que par des remèdes énergiques et douloureux, le gouvernement ne doit plus hésiter à les employer. S'il écoute le malade, il périra avec lui, avant lui même. Pas de demi-mesures. Dans certaines circonstances, l'hésitation et les demi-mesures sont des fautes irréparables, et, je puis le dire, depuis le commencement de l'intervention, les fautes se sont succédé avec un luxe désastreux.

Les Mexicains ne sont point coupables de ne pouvoir pas se gouverner eux-mêmes, ni de s'élever à la hauteur d'une nation civilisée. Ils ne sont ni meilleurs ni pire que les Espagnols et les Américains du Sud, ils ont les défauts et les qualités de leur race. Après trois siècles d'esclavage politique, ils ont subi cinquante années d'esclavage révolutionnaire, quand donc auraient-ils pu faire leur éducation sociale? Les hommes d'État et les bons gouvernements ne s'improvisent pas. Le temps seul forme les hommes, crée, construit et consolide les œuvres durables. En montrant de la répugnance, en étant malveillants pour les étrangers qui leur apportent leur expérience, leur industrie et leurs talents, les Mexicains prouvent qu'il leur manque encore un sens : le sens commun.

Lorsque les Américains arrivèrent à Mexico, à la suite d'une longue guerre, et grâce aux luttes intérieures que se livraient les différents partis jusque dans ces moments de crise suprême où tous les cœurs devraient battre à l'unisson, où tous les bras devraient se réunir pour défendre la patrie en péril, le général Almonte disait à ses compatriotes : « Si les Yankees viennent jusqu'à Mexico, ils n'y resteront pas longtemps, nous les en chasserons. Leur séjour, du reste, nous sera utile; nous apprendrons comment ils sont administrés, gouvernés, et cette dure leçon nous servira pour nous administrer et nous gouverner nous-mêmes. Nous n'avons donc pas lieu de nous désespérer de ce malheur. »

Dans tous les pays nouveaux où règnent l'anarchie et l'ignorance, les hommes intelligents et vraiment dévoués à leur patrie ne raisonnent pas autrement.

XI

Les partis politiques au Mexique. — Conservateurs. — Libéraux. — Interventionistes. — La liberté telle que l'entendent les Mexicains. — Situation de l'Empire. — Fautes du gouvernement impérial. — Déceptions des Impérialistes. — Lettre du préfet du Michoacan. — Conspiration de Juillet 1866, et ses heureuses conséquences. — Jugement sur les Mexicains.

L'histoire nous enseigne que, dans tous les pays et à toutes les époques, les grands partis politiques ont eu des sentiments pour prétexte, et l'intérêt pour mobile. Elle nous apprend, en outre, que ces partis se divisent en deux catégories : ceux qui possèdent, appelés aujourd'hui — conservateurs, et ceux qui veulent posséder, connus sous le nom de libéraux. De ces deux partis en naît un troisième, qui tient des deux, et ne ressemble ni à l'un ni à l'autre : on le nomme libéral modéré.

L'époque, la nation, le drapeau, les noms, les intérêts changent, mais le mobile reste le même. Cette vérité historique, passée à l'état d'axiome, se révèle dans le nouveau monde aussi bien que dans l'ancien. Pour faire cesser les malentendus auxquels donne